



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE SPS**

---

**Assistance à maîtrise d'ouvrage et coordination en  
matière de sécurité et de protection de la santé des  
travailleurs**

---

N° du CCP : CCP-2581IP04

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
**Direction territoriale Sud-Ouest**  
2 port Saint-Etienne  
BP 7204  
31073 Toulouse CEDEX 7

## SOMMAIRE

1	- Présentation de Voies Navigables de France .....	3
2	- Dispositions générales du contrat.....	3
2.1	- Objet du contrat .....	3
2.2	- Décomposition du contrat .....	4
2.3	- Type d'accord-cadre .....	4
2.4	- Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
2.5	- Réalisation de prestations similaires .....	4
3	- Pièces contractuelles .....	5
4	- Confidentialité.....	5
5	- Durée et délais d'exécution .....	5
6	- Prix.....	5
6.1	- Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2	- Modalités de variation des prix .....	5
7	- Garanties Financières.....	6
8	Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.- Avance .....	6
8.1	- Conditions de versement et de remboursement.....	6
8.2	- Garanties financières de l'avance.....	6
9	- Modalités de règlement des comptes .....	6
9.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
9.2	- Présentation des demandes de paiement .....	6
9.3	- Délai global de paiement .....	7
9.4	- Paiement des cotraitants .....	7
9.5	- Paiement des sous- traitants.....	7
10	- Conditions d'exécution des prestations .....	7
10.1	- Autorité du coordonnateur SPS .....	7
10.2	- Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	8
10.3	- Obligations du coordonnateur SPS.....	9
10.4	- Désignation de suppléants au coordonnateur .....	9
10.5	- Modifications techniques.....	10
11	- Clauses techniques particulières.....	10
11.1	- Principes généraux.....	10
11.2	- Spécificités techniques des opérations .....	10
11.3	- Contenu de la mission .....	10
11.3.1	- Décomposition de la mission en phase de conception .....	11
11.3.2	- Décomposition de la mission en phase de réalisation.....	13
12	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	15
13	- Garantie des prestations .....	15
14	- Pénalités.....	16
14.1	- Pénalités de retard .....	16
14.2	- Pénalité pour travail dissimulé.....	17
14.3	- Autres pénalités spécifiques.....	17
15	- Assurances .....	17
16	- Résiliation du contrat.....	17
16.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	17
16.2	- Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
17	- Règlement des litiges et langues.....	18
18	- Dérogations .....	18

# 1 - Présentation de Voies Navigables de France

Voies Navigables de France (VNF) est un Établissement public administratif (EPA), qui gère et exploite les voies navigables en France métropolitaine.

VNF est structuré en sept directions territoriales (DT) réparties sur le territoire métropolitain dont la DT Sud-Ouest (DTSO) qui gère le réseau du canal des deux mers :

- Canal de Garonne de Toulouse à Castets-en-Dorthe sur 193 km, et ses embranchements dont le canal de Montech sur 10,5 km ;
- Canal de Brienne à Toulouse sur 1,6 km ;
- Canal du Midi (240 km) et ses embranchements et annexes : canal de Jonction (5 km), canal de la Robine (35 km) et les rigoles d'alimentation.

Le siège de la DTSO est basé à Toulouse au port St-Etienne.

Afin de mener à bien ses missions d'exploitation et de gestion de la voie d'eau, la DTSO est découpée en 3 services territoriaux (ST) :

- STG (Garonne) basé à Agen qui gère le canal latéral à la Garonne hors département de la Haute-Garonne ;
- STTHG (Toulouse Haute Garonne) basé à Toulouse qui gère les canaux dans le département de la Haute-Garonne ;
- STM (Midi), basé à Béziers qui gère le canal du Midi hors département de la Haute-Garonne).

Chaque ST est lui-même découpé en centres territoriaux pour assurer un bon maillage du linéaire des canaux et des interventions dans des délais raisonnables pour l'exploitation (cf. cartes en annexe 1).

Les prestations et travaux menés par la DTSO sont réalisés :

- En régie, avec dans certains cas, l'appui d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) ;
- Via des entreprises, avec dans certains cas, l'appui d'un maître d'œuvre et/ou d'une AMO.

## 2 - Dispositions générales du contrat

### 2.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage et la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs conformément à la réglementation en vigueur, dans le cadre des opérations menées par VNF sur le Canal des Deux Mers.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Le canal des 2 mers à savoir, le Canal latéral à la Garonne et ses embranchements, le Canal de Brienne, le canal du Midi et ses embranchements et le système alimentaire de la montagne noire (voir annexe 1).

## 2.2 - Décomposition du contrat

Il est prévu une décomposition en 6 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Projet de restauration de la voute arborée du canal du midi (travaux d'abattage, travaux de restauration et de berges, et travaux de plantation)
02	Grands projets d'investissement sur l'infrastructure du canal des deux mers
03	Projets de développement des services aux usagers de la voie d'eau et grands projets immobiliers
04	Autres projets sur le service territorial Midi
05	Autres projets sur le service territorial Haute Garonne
06	Autres projets sur le service Territorial Garonne

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 2.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande

La durée d'exécution des bons de commande est définie par chaque bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande pourra se poursuivre après l'échéance de l'accord-cadre dans la limite de 6 mois à compter du dernier jour de l'accord-cadre.

## 2.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### 3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

### 4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

### 5 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans qui court à compter de sa date de notification au titulaire.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### 6 - Prix

#### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date d'anniversaire de la notification du contrat, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ING } (n-4) / \text{ING } (o))$$

Tous les prix listés dans le BPU sont concernés.

Selon les dispositions suivantes :

- C<sub>n</sub> : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois d'anniversaire de la notification du contrat. La première révision des prix interviendra 1 an après la notification du présent accord-cadre.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## **7 - Garanties Financières**

### **8 Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.- Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

#### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

#### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission définie dans chaque bon de commande.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le

portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **13001779100083**
- Code service : **indiqué sur le bon de commande.**
- Numéro d'engagement juridique : **indiqué sur le bon de commande.**

Les décomptes mensuels seront traités sous forme d'états navettes compatibles avec le fonctionnement du logiciel MARCO permettant à VNF un suivi administratif et financier des opérations.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5 Paiement des sous- traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **10.1 - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination

(RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

## **10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

### Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément Avant-Projet » et « Élément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des compte-rendu de ces réunions.

Il remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) existants.

### Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levée de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.



### 10.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Pour l'ensemble des lots, dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable et disponibles sur les chantiers indiqués sur les bons de commande :

Documents
Registre Journal
Plan Général de Coordination en matière de SPS
Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DUIO)

### 10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée de l'accord-cadre, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Dans ce cas, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. Passé ce délai, le remplaçant est réputé accepté par le maître d'ouvrage, sous réserve de l'application des articles R.4532-17 à 19 et R.4532-29 du Code du travail ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation de l'accord-cadre est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Des suppléants pourront être désignés par le titulaire dans son offre. La notification de l'accord-cadre vaut acceptation des suppléants. En conséquence, le remplacement de la personne physique par le suppléant se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire de l'accord-cadre et le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

## **10.5 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

## **11 - Clauses techniques particulières**

### **11.1 - Principes généraux**

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.4531-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 11 du présent CCP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

### **11.2 - Spécificités techniques des opérations**

L'attention du coordonnateur SPS est attirée sur le fait que le titulaire devra être en mesure d'intervenir simultanément sur tout le domaine géré par la Direction Territoriale Sud-Ouest de VNF qui couvre 7 départements de la Gironde à l'Hérault.

Le titulaire sera amené à travailler sur divers chantiers : travaux sur des bâtiments, sur les infrastructures de la voie d'eau (écluses, barrages, déversoirs, ouvrages hydrauliques, ponts-canaux, berges, etc.), et ce tant sur le linéaire des voies navigables que sur ses annexes (réseau alimentaire...).

Il devra également intervenir sur des chantiers spécifiques en lien avec la restauration de la voûte arborée du canal du Midi :

- Les travaux d'abattage et d'essouchage d'arbres, qui sont liés à l'évolution de la maladie du chancre coloré ;
- Les travaux de confortement de berges ;
- Les travaux de replantation d'arbres.

Ces trois typologies de chantiers ont la particularité de n'être réalisés que sur des périodes spécifiques et contraintes liées à la saisonnalité ou au chômage des canaux et nécessitent une grande réactivité de la part de tous les intervenants à ces projets. La majeure partie du temps, il s'agit de chantiers mobiles qui se déplacent le long des canaux et dont la durée est relativement faible (quelques jours à quelques semaines) et exécutés sur plusieurs sites en simultanée. Il en résulte pour le CSPS la nécessité de mutualiser les visites des chantiers sur la même journée ou demi-journée lors des préparations ou de l'exécution des travaux.

Le titulaire devra prendre en compte dans ses missions les mesures à mettre en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation du chancre coloré.

Le titulaire sera amené à travailler sur des chantiers de durée pouvant aller de quelques jours à plusieurs mois. Il convient de noter également que la majorité des opérations sur l'infrastructure sont réalisées pendant les périodes de chômage des canaux (janvier-février pour le canal du Midi et novembre-décembre pour le canal latéral à la Garonne).

### **11.3 - Contenu de la mission**

Le contenu de la mission du coordonnateur sera à adapter à chacune des opérations qui lui sera confiée en fonction du type de travaux et de la catégorie de l'opération définie par le code du travail dans laquelle elle est inscrite.

Le coordonnateur sera missionné par un bon de commande du maître d'ouvrage.

### **11.3.1 - Décomposition de la mission en phase de conception**

#### ***11.3.1.1 - Modalités et pratiques de coopération***

Le coordonnateur SPS élabore le Plan Général de Coordination qui définit les principes de mesure de prévention, dès réception du bon de commande auquel est joint l'avant-projet.

Pour chaque bon de commande, il adapte, si nécessaire, ses propositions dans le délai susvisé à compter de la notification du bon de commande.

Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au bon de commande concerné.

Dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission en communiquant un exemplaire du plan général à joindre au dossier de consultation des entreprises (DCE). Pendant cette phase de conception, il constitue un dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DUIO) et ouvre un registre journal de coordination (RJC). Avant la phase de réalisation, le coordonnateur peut être amené à établir le cas échéant, la déclaration préalable (DP) et, après signature du maître d'ouvrage, en assurer la diffusion.

#### ***11.3.1.2 - Registre Journal de la Coordination (RJC)***

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. En phase de conception, sont consignés :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi. Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage et il transmet systématiquement au Maître de l'ouvrage une copie certifiée conforme au registre journal de coordination.

#### ***11.3.1.3 - Interférences avec les activités d'exploitation***

Si la mission confiée au coordonnateur SPS, dans le cadre d'un bon de commande, concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prendront les mesures édictées par le Code du Travail.

Suite à l'inspection commune préalable avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site.

Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ou dans le Plan général simplifié lors de travaux rentrant dans la liste des travaux particuliers.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux.

#### **11.3.1.4 - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est toujours un document écrit, propre à définir l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres entreprises. Le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé est un document évolutif qui doit donc pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

Pour chaque bon de commande et dès le début d'exécution de la phase de conception (Avant-projet), le coordonnateur SPS commence par élaborer le PGCSPS.

Dans un délai de 10 jours ouvrés après la réception de « l'avant-projet », il communique au maître d'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Il remet, ensuite, au maître de l'ouvrage la version définitive à joindre au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans les 10 jours ouvrés qui suivent la réception du « projet »

Sont consignés dans ce plan :

- Les renseignements d'ordre administratif ;
- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- Les mesures de coordination proprement dites ;
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur un site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- Les renseignements utiles et pratiques relatifs à l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs et ou travailleurs indépendants.

#### **11.3.1.5 - Accès au chantier**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS ou le PGS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

#### **11.3.1.6 - Dossier de Maintenance des lieux de travail**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS constitue le/les dossier(s) de maintenance éventuel(s).

#### **11.3.1.7 - Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)**

Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage et à obtenir les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien. Chaque bon de commande précise si le DIUO comporte les dispositions particulières pour l'entretien ultérieur de l'ouvrage ou le dossier de maintenance.

Dans un délai de 15 jours après la réception du "Projet", le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage

#### **11.3.1.8 - Mesures de sécurité du chantier**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

#### **11.3.1.9 Avis sur les documents d'étude**

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

#### **11.3.1.10 - Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du/des DCE ou du/des bon(s) de commande travaux, en proposant au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Le Plan Général de Coordination.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation.

#### **11.3.1.11 - Analyse des offres**

Dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage et à sa demande, le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

A l'issue de cette analyse et dans un délai de 10 jours ouvrés, il communique, son avis au maître de l'ouvrage.

#### **11.3.1.12 - Plan de prévention**

Dans le cadre de chantiers couverts par les prescriptions du décret de 1992 et présentant les conditions d'application suivantes :

- Intervention d'au moins une entreprise extérieure ;
- Travaux dangereux (arrêté du 19 mars 1993) ou de plus de 400 heures sur une année civile ; L'activité de Voies Navigables de France entre la plupart du temps dans la classification des travaux dangereux compte tenu notamment du risque de noyade et de chute de hauteur ;

Le maître d'ouvrage peut solliciter le coordonnateur SPS qui participera à l'élaboration du Plan de Prévention, dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi qu'à la réalisation des inspections communes préalables (ICP).

### **11.3.2 - Décomposition de la mission en phase de réalisation**

#### **11.3.2.1 - Coordination des activités - visites d'inspection communes**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une visite d'inspection commune (VIC).

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Nous avons différencié la rémunération pour cette prestation pour des interventions permettant moins de 5 ou au minimum 5 ICP dans une même intervention, afin de permettre la prise en compte de l'amortissement du déplacement. Elle est rémunérée à l'unité.

Cette visite d'inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

Dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage et en fonction des opérations, le coordonnateur pourra être amené à réaliser des visites d'inspection commune préalable accompagné d'une analyse commune des risques en vue de consigner un plan de prévention.

#### ***11.3.2.2 - Application des mesures de coordination***

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

#### ***11.3.2.3 - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)***

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS ou le PGS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS ou PGS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

#### ***11.3.2.4 - Registre Journal de la Coordination (RJC)***

Pour chaque bon de commande / opération, le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément au Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

#### ***11.3.2.5 - Dossier de maintenance des lieux de travail***

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le/les dossier(s) de maintenance éventuel(s).

#### ***11.3.2.6 - Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)***

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 20 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

#### ***12.3.2.8. Accès au chantier***

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

#### ***12.3.2.9. Interférences avec les activités d'exploitation***

Si la mission confiée au coordonnateur SPS, dans le cadre d'un bon de commande, concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prendront toutes les mesures nécessaires.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations, à soumettre à l'autorité compétente, des conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

#### ***12.3.2.10. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages***

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution, par exemple sur la méthodologie d'un chantier.

#### ***12.3.2.11. Visites, réunions et inspections de chantier***

Pendant les travaux, le coordonnateur SPS participera aux réunions de chantier et effectuera également des visites inopinées et des inspections de chantier qui donneront lieu à la transmission d'un compte-rendu.

En cas de non-conformité relevée lors d'une visite, le coordonnateur SPS prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel et informe sans délai le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

Il est rappelé au titulaire que les chantiers seront situés à proximité de l'eau et que le risque de chute à l'eau et de noyade sera quasi systématiquement présent lors de ses visites de chantier.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins. Toutefois, toute communication à un tiers ou publication des résultats devra faire l'objet d'une autorisation préalable du maître d'ouvrage et respecter les obligations de confidentialité définies à l'article 4 du présent CCP.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € pendant 10 jours, puis 200,00 € au-delà.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Ces pénalités de retards sont applicables à l'ensemble des livrables.

Code	Désignation du livrable	Délai de remise en jours
<b>100</b>	<b>PHASE CONCEPTION</b>	
PGC	Plan général de Coordination	15 jours
RJC	Ouverture du Registre journal de Coordination	15 jours
DIUO 1	Création du Dossier d'Intervention Ulérieur de l'Ouvrage	15 jours
<b>200</b>	<b>PHASE REALISATION</b>	
VIC	Visites d'Inspection Commune	2 jours
PPSPS	Analyse des PPSPS	15 jours
CR 1	Compte Rendu de visites de chantier	2 jours
DIUO 2	Remise du Dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage, en fin d'opération pour récolement.	20 jours
<b>300</b>	<b>ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE</b>	
DCE	PGC pour DCE en phase conception	10 jours
RAO	Rapport d'analyse des offres	10 jours
DP	Assistance à la rédaction de la déclaration préalable	7 jours
ICP	Inspection Commune Préalable	2 jours
PP	Plan de Prévention	15 jours
RC	Ouverture du Registre chantier	15 jours
CR 2	Compte Rendu de visites de chantier	2 jours



## 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du bon de commande.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence injustifiée au préalable à une réunion	Forfaitaire	150,00 €	Pénalité applicable à chaque constat
Non-respect des dispositions contractuelles ou de l'offre technique	Forfaitaire	200 €	Tout constat relatif au non-respect d'une disposition contractuelle ou d'un élément de l'offre technique est susceptible de donner lieu à l'application de la pénalité

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé uniquement sur la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité. Dans un délai de 15 jours après la notification de la résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de

l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dérogations**

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.4 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles